

| Rapport d'activités



établi en application de l'article 14.4.3 du règlement

par

M. Christophe Lutundula Apala Pen'Apala
Chargé de mission Afrique de l'APF
Député (RDC)

SIEM REAP (CAMBDDGE) | 28-30 JANVIER 2016

RAPPORT D'ACTIVITES DE LA REGION AFRIQUE DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE, APF, POUR LA PERIODE DE JUILLET 2015 A JANVIER 2016

Présenté à la réunion du Bureau de l'APF de par le Chargé de Mission Afrique

INTRODUCTION

En application du Règlement de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, son Bureau se réunit du 28 au 29 janvier 2016 à Siem Reap, au Cambodge.

Comme le prescrit l'article 19 du Règlement de la Région Afrique, son Chargé de mission présente au Bureau de l'APF un rapport sur les activités de la Région, à chacune de ses réunions.

Le présent rapport expose les principales activités internes et externes de la Région Afrique pour la période de juillet 2015 à janvier 2016.

I. ACTIVITES INTERNES

A l'interne, des séminaires de renforcement des capacités des parlementaires francophones et d'échanges d'expériences ont été organisés. La Région a participé également aux missions d'observation électorale dépêchées par l'Organisation Internationale de la Francophonie, OIF, dans certains pays francophones d'Afrique. Elle a, par ailleurs, continué à bénéficier du programme Noria dans le cadre des projets en cours.

Quant à la situation politique et sécuritaire dans la Région, elle a été marquée par des événements importants en ce qui concerne les processus électoraux et le terrorisme.

1. SÉMINAIRES ORGANISÉS PAR LA RÉGION AFRIQUE

Sept (7) séminaires de renforcement des capacités et d'échanges ci-après ont été organisés après la 41^{ème} session de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie à Berne, en juillet 2015 :

1.1. Séminaire de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie sur l'éducation au développement durable : Abidjan 29 et 30 septembre 2015.

Un séminaire sur l'éducation au développement durable a été organisé par l'APF, sous l'égide de sa Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles, avec le concours de l'Organisation internationale de la Francophonie et de la section ivoirienne de l'APF. Ce séminaire s'est déroulé les 29 et 30 septembre à Abidjan, Côte d'Ivoire.

Il a rassemblé plus de 50 parlementaires et fonctionnaires provenant de 7 pays francophones (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo).

Plusieurs conférenciers expérimentés sont intervenus pour informer et sensibiliser les participants sur les aspects positifs et les modalités de l'intégration du développement durable dans les cursus scolaires des différents pays.

Lors des communications faites en plénière et dans les ateliers, les parlementaires et fonctionnaires ont débattu des enjeux liés à l'éducation au développement durable et des impacts de la prise en compte de la gestion économiquement rationnelle, écologiquement viable et socialement acceptable des ressources naturelles que recèle la planète.

Des propositions concrètes ont été faites sur la prise en considération du développement durable dans les programmes d'éducation des pays francophones d'Afrique de l'Ouest. Beaucoup de participants ont souhaité un approfondissement de ce thème à l'occasion de futurs séminaires nationaux, associant les hauts fonctionnaires de l'éducation. Enfin, ils ont suggéré la mise en place d'un réseau interparlementaire d'échange de bonnes pratiques en la matière.

1.2. Séminaire sur le rôle et la fonction de député à Bamako les 19 et 20 octobre 2015 :

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a tenu, les 19 et 20 octobre 2015 à l'Assemblée nationale du Mali, un séminaire parlementaire sur le rôle et la fonction de député. Organisé avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie et en étroite collaboration avec la section malienne de l'APF, ce séminaire a regroupé plus de 70 députés et une trentaine de fonctionnaires de l'Assemblée nationale malienne.

Les travaux ont été animés par des parlementaires francophones d'expérience dont les Honorables Cheikh Diop Dionne (Député, Sénégal), Christos Doukeridis (Député, Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles), Jacques Laouingamaye Dingaomaibe (Député, Tchad) et Wilfred Roussel (Député, Nouveau-Brunswick).

Les thèmes suivants ont été abordés au cours des ateliers qui ont suscité de nombreux débats : « le rôle des parlementaires dans la réconciliation nationale », « le parlementaire : législateur », « le parlementaire : contrôleur de l'action gouvernementale », « le parlementaire : représentant des populations » et « éthique et déontologie du député ».

Dans le cadre d'une collaboration inédite avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), un atelier sur le rôle des parlementaires dans la protection et la promotion des droits de l'Homme a été animé aussi par M. Salvatore Saguès, spécialiste de programme « droits de l'Homme », dépêché à Bamako par l'OIF.

Cette activité s'inscrit dans le cadre du Programme multilatéral de développement parlementaire francophone pour le Mali (PMDPF), dispositif visant à fédérer, sous la coordination du Secrétaire Général parlementaire, Monsieur Pascal Terrasse, les appuis de coopération des parlements francophones en faveur des Assemblées de pays sortis de crise. Elle s'inscrit également dans le cadre de l'accompagnement de la Francophonie en faveur du renforcement des institutions démocratiques maliennes, du rétablissement de la paix et de la sécurité sur l'ensemble du territoire, ainsi que de la réconciliation et l'unité nationale.

1.3. Séminaire du Réseau des femmes parlementaires sur l'intégration du genre et prise de parole en public à Madagascar, du 27 au 30 octobre 2015.

Le Réseau des femmes des parlementaires a tenu à l'Assemblée nationale du Madagascar, un séminaire d'échanges et d'informations.

Organisé avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie, le PNUD, l'EISA (The Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa), en étroite collaboration avec la section malgache de l'APF, ce séminaire a réuni une vingtaine d'hommes et de femmes parlementaires.

Les travaux, ouverts par le président de l'Assemblée nationale de Madagascar, Jean Max Rakotomamonjy, ont ensuite été présidés par la Présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF, Lydienne Epoube, députée du Cameroun ainsi que par la Présidente du caucus des femmes parlementaires de Madagascar, Marie Lydia Toto Raharimalala.

Au cours des deux premières journées, dédiées à l'ensemble des parlementaires, les experts ont abordés la problématique de l'intégration du genre dans les politiques et dans les structures du parlement. Par ailleurs, la question de l'autonomisation économique des femmes a également été discutée et des engagements ont été pris par les parlementaires afin de favoriser par des mesures concrètes une telle autonomisation.

La troisième et la quatrième journée, réservées aux femmes parlementaires, ont été consacrées à un atelier sur la prise de parole. Cet atelier a permis aux parlementaires de renforcer leur communication au sein de l'hémicycle, en commission ainsi que face aux journalistes. Cette thématique, qui était abordée pour la première fois lors d'un séminaire du Réseau a été, aux dires des participantes, extrêmement pertinente. Elle a permis non seulement d'améliorer leur communication, mais aussi de prendre confiance en elles et de s'approprier les codes utiles à leur fonction.

L'ensemble de ces activités s'inscrivaient dans le cadre du Programme multilatéral de développement parlementaire francophone pour le Madagascar.

1.4. Séminaire sur « le contrôle parlementaire des systèmes de sécurité et le suivi de l'examen périodique universel » à Antananarivo (Madagascar) 4-5 novembre 2015

Le séminaire parlementaire d'information et d'échanges sur « *Le contrôle parlementaire des systèmes de sécurité et le suivi de l'examen périodique universel* » organisé par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Assemblée nationale de la République de Madagascar en étroite collaboration avec le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH) et l'Union africaine (UA), s'est tenu à Antananarivo, les 4 et 5 novembre 2015, sous la présidence de S.E. M. Jean-Max Rakotomamonjy, président de l'Assemblée nationale et président de la section malgache de l'APF. Cet événement a réuni une quarantaine de députés malgaches.

Les débats ont été introduits par M. Gaho dit Pierre Oulatta, député (Côte d'Ivoire), président de la Commission de la défense et de la sécurité à l'Assemblée nationale, le professeur Kossi Agokla, expert international (Togo), M. Omer Kebiwou Kalameu, conseiller en droits de l'Homme au Bureau du HCDH à Madagascar, M. Salvatore Saguès et Mme Delphine Couveinhas Matsumoto, spécialistes de programmes à l'OIF, Mme Amina Ahmed Couronne, secrétaire exécutive du CTO-RSS à la primature de Madagascar, Mme Jocelyne Nahimana, consultante en RSS de l'Union africaine et M. Philippe Péjo, conseiller au secrétariat général de l'APF.

1.5. Séminaire Noria sur la communication parlementaire, Technologies de l'information et réseaux sociaux : Libreville 12-13 novembre 2015

Les 12 et 13 novembre 2015 au Palais OMAR Bongo ODIMBA, siège du Sénat gabonais, les sénateurs ont pris part au Séminaire - atelier conçu, organisé et financé par le Programme Noria de l'APF.

Ouvert par la Présidente du Sénat, Madame Lucie Milebou Aubusson, ce séminaire a été l'occasion pour la soixantaine de parlementaires présents de s'informer sur les enjeux et les opportunités de communication institutionnelle et personnelle à travers les médias et plus particulièrement à travers les réseaux sociaux.

D'après la Présidente du Sénat « les modes traditionnels de communication ne suffisent plus à rejoindre certaines clientèles notamment les jeunes reconnus comme étant les plus fervents utilisateurs des réseaux sociaux » et d'ajouter « le web représente une occasion de renforcer l'exercice de la démocratie en rapprochant le citoyen de l' élu ».

Des thèmes comme « la communication de crise », « l'usage et l'impact des médias sociaux », « l'organisation des ressources humaines et matérielles » ont été abordés selon une double perspective par des experts provenant de l'administration parlementaire (France) et de la société civile (Côte d'Ivoire).

Les débats ont été riches et ont permis aux sénateurs d'évoquer les difficultés rencontrées dans l'intégration des nouvelles technologies dans leur communication. Ils ont également souligné les limites de ces moyens qui ne permettent pas d'atteindre certaines zones enclavées du pays.

L'APF s'est dite prête à apporter son concours, le cas échéant, pour permettre une meilleure lisibilité de l'action du parlement et des parlementaires afin de rapprocher les citoyens des élus.

1.6. Formation diplômante APF/Université Senghor menée en lien avec l'Association des secrétaires généraux des parlements francophones, à Bamako du 16 au 21 novembre 2015.

Les Secrétaires généraux des parlements francophones ont été conviés par l'Université francophone Léopold Sédar Senghor d'Alexandrie à une formation professionnelle, à Bamako, au Mali, du 16 au 21 novembre 2015. Eu égard à l'attaque terroriste tragique de l'Hôtel Radison, le 20 novembre 2015, au cours de laquelle M. Geoffrey Dieudonné, fonctionnaire parlementaire de la communauté française de Belgique a perdu sa vie, le recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie, le professeur Albert Lourde, qui était sur place à Bamako, a estimé que la formation dispensée était suffisante en nombre d'heures pour mériter la délivrance des diplômes aux fonctionnaires parlementaires maliens participant, même si les enseignements des vendredi 20 et samedi 21 novembre n'ont pu être dispensés à cause justement de cette attaque.

1.7. Séminaire de formation sur le rôle des parlementaires d'Afrique francophone dans le secteur minier : Transparence et redevabilité dans le secteur extractif, à Kinshasa les 17 et 19 novembre 2015.

Près de 60 parlementaires francophones de l'Afrique de l'Ouest et du Centre se sont réunis à Kinshasa les 17 et 19 novembre 2015 pour approfondir leurs connaissances sur le secteur minier et analyser comment ils peuvent mieux agir pour garantir « la transparence et la redevabilité dans le secteur extractif », en fonction de leur triple rôle de législation, contrôle et représentation populaire. Quatorze délégations de pays ont participé à ce séminaire (Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Équatoriale, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo).

Concrètement, ce séminaire visait à donner aux parlementaires les outils nécessaires pour réaliser efficacement leurs trois fonctions constitutionnelles : la législation, le contrôle et la représentation du Peuple. La formation s'est adressée, d'une part, aux membres des commissions du Budget pour une meilleure application du contrôle budgétaire et, d'autre part, à ceux des commissions en charge des questions minières au sein des parlements pour une surveillance efficace du secteur des industries extractives.

Pendant deux jours, les participants ont abordés les questions du développement durable ; du cadre légal du secteur des mines ; des acteurs du secteur des industries extractives ; des expériences mondiales sur la gestion des recettes pétrolières, gazières et minières et celles en rapport avec les contrats des industries extractives. Les parlementaires africains francophones se sont penchés aussi sur le paradoxe des taux de croissance élevés des économies africaines liés notamment aux exportations de ressources naturelles, mais sans impact significatif sur les conditions de vie de leurs populations.

Ce séminaire a permis aux parlementaires francophones de la Région Afrique de convenir d'un message commun en vue de la conférence annuelle de l'ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives). Une Déclaration a été adoptée afin de favoriser la participation d'une délégation de haut niveau des parlementaires francophones à cette conférence internationale sur l'ITIE qui se tiendra à Lima au Pérou en février 2016.

Il a bénéficié de l'appui du PNUD, de la République Française, de la Coopération allemande, du Natural Resource Governance Institute (NRGI) et de la Conférence internationale sur la Région de Grands lacs (CIRGL).

2. PARTICIPATION DE LA RÉGION AFRIQUE AUX MISSIONS D'OBSERVATION ÉLECTORALE DE L'OIF (MISSION D'INFORMATION ET DE CONTACTS)

La Région Afrique a été représentée dans les Missions d'observations électorales (Mission d'information et de contacts) de l'OIF comme suit :

GUINE E	Elections présidentielle et législatives (1 ^{er} tour)	11 octobre 2015	Mme Aicha BELCO MAIGA (Députée nationale du Mali)
CÔTE D'IVOI RE	Election présidentielle (1 ^{er} tour)	25 octobre 2015	Mme Aziza BAROUD (Députée nationale du Tchad)
BURKI NA FASO	Election présidentielle	21 novembre 2015	Pas de représentants de la Région Afrique
CENTR AFRIQ UE	Elections présidentielle et législatives (1 ^{er} tour)	27 décembre 2015	M. Venance MANIA (Député national du Congo/Brazzaville)

Le deuxième tour de l'élection présidentielle en Centrafrique est initialement prévu au 31 janvier 2016.

Dans l'organisation des séminaires et la mise en place des Missions d'observation électorale de l'OIF en Afrique francophone, il importe de souligner la collaboration sincère et étroite qui a prévalu entre le Secrétariat Général de l'APF et la Direction des Affaires politiques et de la Gouvernance démocratique de l'OIF, d'une part, et le Chargé de mission Afrique, de l'autre. Dans le même sens, le Chargé de mission relève l'appui dont il a bénéficié des sections sollicitées qui ont désigné sans hésitation et avec diligence les parlementaires qui devaient faire des communications aux séminaires et participer aux missions d'observation électorale.

Le Chargé de mission vient d'être saisi, le 22 janvier en cours, par Monsieur Philippe Péjo, Conseiller à la Commission des Affaires parlementaires à l'APF pour désigner trois (3) parlementaires africains qui devront participer aux Missions d'information et de contacts dépêchées par l'OIF à l'occasion des scrutins présidentiels aux Comores, au Bénin et au Niger.

3. PROGRAMME NORIA

En 2015, le Programme Noria a réalisé en Afrique les actions ci-après :

3.1. Dans le cadre de la Modernisation des systèmes d'information (AMSI)

En termes d'investissement financier, technique et humain, il s'agit d'une part importante du programme qui concerne la modernisation et la mise en réseau du travail parlementaire, la gestion des changements introduits par les nouveaux outils et méthodes qui doivent en améliorant la qualité et la fiabilité des données disponibles, constituer une aide à l'action et à la décision.

Cette action se traduit par des formations dans différents domaines, le développement d'applications et de logiciels spécifiques, la mise en place d'un intranet et le développement de l'internet. La mise en œuvre des actions de renforcement des capacités est précédée par la mise en conformité des infrastructures parlementaires (câblage et équipement). Elles ont concerné la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, le Mali et la Madagascar

3.2. Dans le cadre de la Formation et des stages (AFS)

Comme indiqué ci-dessus, un séminaire atelier a été organisé au Gabon. Il a porté sur des thèmes particulièrement sensibles et utiles comme la communication de crise, la communication institutionnelle et la gestion des relations avec les médias.

3.3. Dans le cadre de la Promotion de la Francophonie (APF)

Les Seychelles ont bénéficié du programme de promotion de la Francophonie notamment à travers la traduction d'un site internet et le financement de l'accès aux sources d'information et aux ouvrages francophones.

3.4. Propositions d'activités pour l'exercice 2016

Le Sénégal, la Mauritanie, la Guinée, du Tchad, le Gabon, les Seychelles et le Madagascar ont introduit à l'APF 8 demandes de séminaires concernant l'implantation, l'usage et le développement des nouvelles technologies mises en œuvre dans le cadre de Noria. Il semble que l'APF propose de ne retenir que deux séminaires dans ce domaine, notamment au Sénégal et au Gabon ou en Guinée.

S'agissant des appels à candidatures, il n'y en a pas eu cette année et la Section Centrafricaine reste prioritaire, si, comme cela semble se dessiner maintenant, la situation venait à s'améliorer dans ce pays, car elle avait déjà été sélectionnée en 2013.

Il convient de retenir, enfin, que les parlements de la RDC, de Madagascar, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Mali, continueront de bénéficier des actions de ce Programme en 2016 et que la sortie de la RDC et de la Côte d'Ivoire en fin d'année, permettrons de l'ouvrir aux Sections en attente.

4. SITUATION POLITIQUE ET SECURITAIRE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Sur le plan politique, l'année 2015 a été à la fois préélectorale et électorale. En effet, deux pays francophones, la République du Congo et le Rwanda, ont procédé à l'adoption de nouvelles Constitutions en préparation des prochaines élections présidentielles et législatives. En prévision des prochaines élections présidentielle, législatives, sénatoriales, provinciales, locales et municipales, la République Démocratique du Congo a révisé la loi électorale et adopté celle portant répartition des sièges au niveau des entités territoriales décentralisées (villes, communes, secteurs et chefferies).

La République de Guinée et la Côte d'Ivoire ont organisé les élections présidentielles respectivement le 11 et 25 octobre 2015 tandis que le Burundi et le Burkina Faso ont tenu à la fois la présidentielle et les législatives le 29 juin et le 21 juillet pour le premier, et le 29 novembre 2015 pour le second. En République centrafricaine, après l'adoption de la Constitution par référendum populaire du 13-14 décembre, les Centrafricains se sont rendus aux urnes, le 30 du même mois, pour le premier tour de l'élection de leurs Président de la République et Députés nationaux. Le deuxième tour est prévu pour le 31 de ce mois de janvier. Cependant, un semble qu'un report est possible.

Sous réserve des modifications éventuelles, le tableau des élections programmées en 2016 se présente comme suit :

N°	Pays	Elections	Dates
01	République centrafricaine	Election présidentielle	2 ^{ème} tour Janvier-février
02	Union des Comores	Election présidentielle et des gouverneurs des Iles	1 ^{er} tour le 21 février et 2 ^{ème} tour le 4 avril
03	Niger	Elections présidentielle et législatives	1 ^{er} tour le 21 février et 2 ^{ème} tour le 20 mars
04	Bénin	Election présidentielle	1 ^{er} tour le 28 février et 2 ^{ème} tour le 13 mars
05	République du Congo	Election présidentielle	mars
06	Gabon	Elections présidentielle et législatives	Décembre pour les législatives
07	Côte d'Ivoire	Elections législatives	Décembre
08	République du Tchad	Elections législatives et présidentielle	Présidentielle en avril
09	Seychelles	Elections présidentielle et législatives	Présidentielle en mai et législatives en septembre
10	Guinée Equatoriale	Présidentielle	novembre
11	Maroc	Législatives (Chambre des représentants)	novembre
12	République Démocratique du Congo	Elections présidentielle, législatives, provinciales, locales et municipales	À partir de novembre

Sans préjudice du rapport et des commentaires de la Commission politique de l'APF à ce sujet, le constat qui peut être fait des processus électoraux en cours en Afrique francophone depuis l'année dernière (2015) est qu'ils confirment les conclusions de l'échange des vues sur « les Constitutions post-transition et gouvernance démocratique en Afrique francophone » qui avait eu lieu à la 22^{ième} Assemblée régionale Afrique tenue à Brazzaville les 26 et 27 mai 2014, à savoir que, d'une part, « il existe des principes généraux en matière de démocratie et non une recette universelle applicable partout de la même manière » et, d'autre part, « l'appréciation de la gouvernance démocratique en Afrique doit finalement procéder d'une approche relativiste et tenir compte aussi bien de la variabilité que de la pluralité des situations des pays concernés ».

Du point de vue sécuritaire, en dépit d'une maîtrise relative de la situation notamment au Cameroun et au Tchad, et du déploiement de l'opération Serval, l'Afrique francophone continue à subir des attaques meurtrières des terroristes. Il en a été ainsi le cas en au Mali (quelques attaques de petite envergure au Nord et attaque de l'Hôtel Radisson Blue à Bamako le 20 novembre 2015), en Tunisie (attaque, le 26 juin, dans un hôtel près de Sousse, station balnéaire de l'est du pays, ayant fait au moins 38 morts) et au Burkina Faso (attaques le 15 janvier 2016 à Tin-Abao et à l'hôtel Spenid et au café-restaurant Cappuccino, à Ouagadougou). La multiplication de ces attaques dénote d'un certain regain d'activités des groupes terroristes et de ce que le terrorisme a la peau dure. Elle devrait pousser les grandes puissances à accorder à Boko Haram, à AQMI et aux autres intégristes qui terrorisent l'Afrique, la même attention qu'à l'Etat islamique, placé pour le moment au centre des leurs préoccupations.

II. ACTIVITES EXTERNES

A l'extérieur, la Région Afrique a participé aux fora internationaux ci-après :

1. 3^{ème} Conférence sur le financement du développement durable, 13-16 juillet 2015 à Addis-Abeba.

La 3^{ème} conférence sur le financement du développement (13-16 juillet) qui s'est tenue à Addis-Abeba était la première étape d'un processus de refondation du développement durable pour les années à venir. Cette Conférence devait conduire la communauté internationale à adopter 17 Objectifs de développement durable (ODD) lors du Sommet de New-York de septembre. Ce Sommet s'est achevé à la Conférence de Paris sur les changements climatiques, COP21 en décembre 2015. Plusieurs parlementaires de la Région Afrique ont participé à la Conférence d'Addis-Abeba.

2. 70^{ème} Session de l'Assemblée générales des Nations-Unies et du Sommet spécial du Développement durable, New-York du 26 au 28 septembre 2015

La 70^{ème} Session de l'Assemblée générale des Nations-Unies et du Sommet spécial sur le développement s'est tenue, à New-York du 26 au 28 septembre prochain.

Une manifestation francophone de haut niveau sur le développement durable intitulée « Objectif 2030 : Une dynamique francophone pour le succès du programme de développement de l'après 2015 » a eu lieu le 28 septembre 2015 en présence de Mme Michaëlle Jean, Secrétaire générale de la Francophonie.

Pour rappel, la Commission de la Coopération et du développement de l'APF examine depuis plusieurs années les questions liées au développement durable et a décidé lors de sa dernière réunion à Berne de poursuivre sa réflexion sur les nouveaux Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'après 2015.

L'APF a été représentée à la 70^{ème} Session de l'Assemblée générales des Nations-Unies et du Sommet spécial du Développement durable par M. Moussa Abdoul Thiam, Député national du Sénégal et vice-président de la Commission de la Coopération et du Développement, et des parlementaires provenant du Niger. M. Thiam a profité de sa présence à New-York pour réitérer le point de vue des parlementaires francophones aux instances des Nations-Unies.

3. Réunion parlementaire à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les Changements climatiques (COP21), Paris 5-6 décembre 2015.

Une Réunion parlementaire organisée conjointement par le Parlement français et l'Union Interparlementaire (UIP) s'est tenu les 5 et 6 décembre 2015, en marge de la Conférence des Nations-Unies sur le Climat (COP21). Les 2 séances de cette Réunion se sont déroulées successivement dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale et dans celui du Sénat français. Le Président de l'APF, M. Aubin Minaku, est intervenu à l'Assemblée nationale, le 5 décembre, lors de la « Séance de plaidoyer : Appel à l'action parlementaire sur les changements climatiques ». Il a ainsi eu l'occasion de présenter et de défendre les propositions contenues dans la Déclaration sur les changements climatiques adoptée lors de la session de l'APF à d'Ottawa en 2014. Plusieurs Présidents d'Assemblées parlementaires francophones de la Région Afrique ont pris part à la Réunion parlementaire de Paris.

Par ailleurs, prenant en compte les aspirations de sa jeunesse, l'APF a permis aux deux jeunes Porte-paroles du Parlement Francophone des Jeunes (PFJ), M. Ibrahima DIABATE, représentant de la Côte d'Ivoire au PFJ de Berne, et Mlle Isabelle LEBOURDAIS, de participer, en prélude de la COP21, à la Conférence des jeunes sur les Changements climatiques, COY11.

III. ACTIVITES A VENIR

Du 4 au 5 mars prochain, la 8^{ème} Conférence des Présidents d'Assemblées et de Sections Afrique de l'APF se réunira à Libreville, au Gabon afin notamment d'évaluer les activités de la Région et de préparer la 24^{ème} Assemblée régionale qui se tiendra au mois de mai 2016, à Bamako, à l'invitation de la Section malienne.

La Conférence des Présidents sera précédée, le 03 mars, par un séminaire d'évaluation réunissant les Secrétaires administratifs des Sections, le Secrétaire administratif régional, les Chargés de mission délégués et le Chargé de mission lui-même afin non seulement de déterminer le niveau réel des activités de la Région par rapport aux objectifs et actions définis dans la feuille de route de Brazzaville, mais aussi de définir les nouvelles méthodes de travail et mieux circonscrire aussi bien le cadre de travail que le contenu de celui-ci.

La Région Afrique se prépare aussi à accueillir à son tour, au premier semestre de cette année (2016), les jeunes parlementaires francophones dans le cadre du programme jeunes-pousse initié par Monsieur le Secrétaire Général de l'APF, Pascal Terrasse. Les Assemblées nationales de la République Démocratique du Congo et du Sénégal ont marqué leur accord pour recevoir les jeunes parlementaires des 4 Région de l'APF. Des contacts seront pris dans les jours à venir pour finaliser les préparatifs à cet effet.

Fait à Kinshasa, le 22 janvier 2016

Le Chargé de mission Afrique de l'APF

Christophe LUTUNDULA APALA Pen'APALA
Député national